

21 mars 2019

**Alcoa doit payer pour son bloc d'énergie à taux préférentiel!**  
**Joignons-nous à la Marche de l'énergie  
des travailleurs d'ABI!**



**Le projet de loi 48 de l'Ontario, Loi de 2019 pour des écoles sûres et axées sur le soutien**

- Les enseignants s'opposent aux changements proposés à la structure de gouvernance de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

---

**Alcoa doit payer pour son bloc d'énergie à taux préférentiel!**  
**Joignons-nous à la Marche de l'énergie  
des travailleurs d'ABI!**

Les 26 et 27 mars, les travailleurs en lockout d'ABI et leurs alliés organisent la Marche de l'énergie. Celle-ci se tient en deux temps : une marche dans la ville de Trois-Rivières, le 26 mars, et une marche à Québec, le 27 mars, qui se termine à 11 heures par une cérémonie devant l'Assemblée nationale.<sup>[1]</sup> Les nombreux sympathisants des travailleurs d'ABI sont invités à se joindre aux marcheurs et à les accueillir à leur arrivée à l'Assemblée nationale.

La marche a pour but de faire rouvrir le contrat d'énergie entre le gouvernement du Québec,



Hydro-Québec et Alcoa qui, selon le gouvernement, permet à Alcoa de ne pas payer pour son bloc d'énergie qui lui est réservé à tarif préférentiel dans une situation où il est affecté par un lockout, lequel est qualifié de « force majeure » hors de son contrôle. Ce contrat n'est pas un contrat d'affaires à avantage mutuel mais l'imposition d'un diktat unilatéral de l'entreprise contre les travailleurs et la société, appuyé par le gouvernement.



**Le 13 mars, le président sortant et le nouveau président du syndicat qui représente les 14 000 travailleurs syndiqués d'Hydro-Québec ont livré un message au directeur québécois des Métallos Alain Croteau qui renouvelle leur appui aux travailleurs en lockout d'ABI.**

Le gouvernement du Québec est extrêmement complaisant et fourbe dans cette affaire. Il prétend faussement que rien ne peut être fait tant que le contrat n'est pas rouvert, et bien sûr c'est quelque chose qu'il ne veut pas faire. En même temps, il refuse de faire appliquer les termes du contrat qui dit on ne peut plus clairement qu'une force majeure doit être un événement « imprévisible, irrésistible et échappant au contrôle d'une Partie, qui retarde, interrompt ou empêche l'exécution, totale ou partielle par cette Partie de ses obligations en vertu du Contrat ». Or, c'est Alcoa lui-même qui est l'auteur du lockout, c'est lui qui l'a planifié et décrété et le déroulement des événements a montré qu'il l'a fait pour briser le syndicat et

abaisser les conditions de travail et de vie à ABI et dans la communauté. Il l'a fait en rejetant les efforts de négociation des travailleurs qui ont même consenti à des concessions pour en arriver à un contrat négocié qui n'élimine pas ce qu'ils ont gagné au fil des années et respecte le syndicat. Ce lockout n'est pas une « force majeure » même au sens où l'entend le contrat.

En refusant de prendre ses responsabilités, le gouvernement Legault aide à prolonger le lockout et envoie le message à tous les intérêts privés supranationaux qu'un « Québec ouvert aux affaires » est un Québec dans lequel les oligopoles peuvent agir contre les travailleurs, les communautés et la société en toute impunité, ce qui est inacceptable. Le gouvernement doit faire son devoir et forcer ABI à respecter son contrat en payant pour le bloc d'énergie qui lui est réservé à un taux préférentiel. Il doit faire pression sur Alcoa pour qu'il lève le lockout, négocie avec les travailleurs et leur syndicat pour en arriver à une convention collective qu'ils jugent acceptable.

## Note

1. Voici le déroulement de la marche en deux temps tel que décrit par le Syndicat des Métallos.

**Mardi 26 mars :** Étape Trois-Rivières jusqu'au secteur Ste Marthe du Cap

Rendez-vous à 8h30 au stationnement du Stade Stereo Plus,  
1550 Avenue Gilles-Villeneuve, Trois-Rivières.

Départ à pied pour le bureau du ministre du Travail Jean Boulet (1500 rue Royale à Trois-Rivières)

Marche du bureau du ministre Jean Boulet de 10h à midi, suivie d'un BBQ dans le stationnement du Sanctuaire, gracieuseté de la FTQ-construction. Des navettes ramèneront les marcheurs au Stade Stereo Plus à la fin de l'activité.

**Mercredi 27 mars :** Étape Place Laurier sur le Boulevard Laurier à Québec jusqu'à l'Assemblée nationale

Pour la marche : départ de la Place Laurier à 9h

Pour le rassemblement : ASSEMBLÉE NATIONALE à 11h

Vous êtes invités à accompagner les lockoutés marcheurs, si vous le souhaitez ou à les rejoindre à 11h directement devant l'Assemblée nationale (une navette ramènera ceux qui le souhaitent à la Place Laurier à la fin de l'événement)

Pour signifier votre intérêt ou pour toute information, contacter Daniel Mallette au 450-567-0170



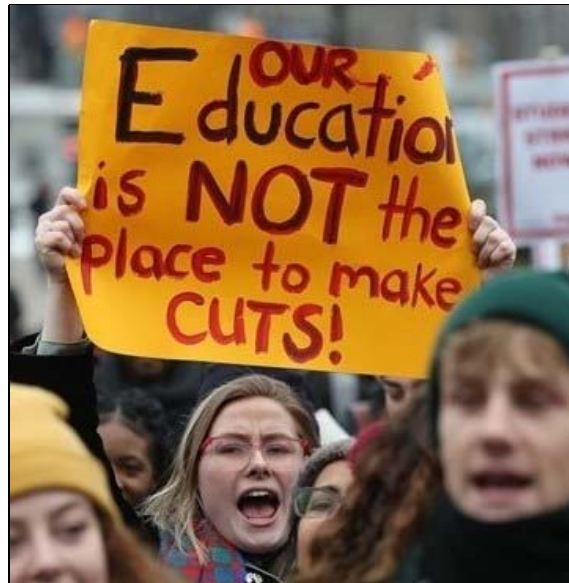
---

**Le projet de loi 48 de l'Ontario, Loi de 2019  
pour des écoles sûres et axées sur le soutien**

## **Les enseignants s'opposent aux changements proposés à la structure de gouvernance de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario**

Le 24 octobre 2018, la ministre ontarienne de l'Éducation, Lisa Thompson, a déposé le projet de loi 48, *Loi de 2019 pour des écoles sûres et axées sur le soutien*. L'annexe 3 du projet de loi modifie la *Loi de 1996 sur l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario* d'une façon qui affaiblira la structure démocratique de gouvernance de l'Ordre de même que la voix des enseignants et des enseignantes au sein de celui-ci.

L'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (l'Ordre) a été créé par le gouvernement progressiste-conservateur de Mike Harris après avoir été envisagé par le gouvernement néo-démocrate précédent de Bob Rae. Selon l'Ordre, celui-ci est chargé d'agréer, gouverner et réglementer la profession enseignante en Ontario dans l'intérêt public. Les étudiants et les principaux d'écoles en Ontario doivent être membres en règle de l'Ordre.



Dans le numéro de mars 2019 de *Pour parler profession*, la revue trimestrielle de l'Ordre, il est mentionné qu'en 2018, celui-ci a mandaté Governance Solutions Inc. (GSI), une firme-conseil privée, pour effectuer un examen de sa structure de gouvernance. Le rapport de la firme, présenté en novembre 2018, comprend 37 recommandations visant à changer la structure de gouvernance de l'Ordre afin de la rendre « plus flexible et efficace ». Le comité exécutif de l'Ordre écrit : « Ce rapport arrive en temps opportun, car l'engagement de l'Ordre à adopter des pratiques et structures de gouvernance efficaces s'aligne sur l'orientation du gouvernement énoncée dans le projet de loi 48, la *Loi de 2019 pour des écoles sûres et axées sur le soutien*. »

Les changements proposés par GSI comprennent :

1. Réduire la taille du Conseil de l'Ordre de 37 membres, soit 23 enseignants et 14 personnes nommées par le gouvernement provincial, à 14 membres, 7 enseignants et 7 personnes nommées par le gouvernement.
2. Remplacer le processus électoral actuel, en vertu duquel les enseignants nomment et élisent

leurs représentants au conseil, par un processus où l'Ordre sélectionne les membres du conseil à partir d'un bassin de candidats qualifiés. Selon le GSI, cela rendrait le processus moins « politique ».

3. Sélectionner les membres du conseil à partir d'un groupe distinct pour former les comités prévus par la loi, les comités réglementaires et le comité des normes d'exercice de la profession et d'éducation.

4. Modifier les mandats des membres du conseil, de deux mandats de trois ans à des mandats de deux ans renouvelables jusqu'à quatre fois.

5. Modifier la composition des comités du conseil afin d'assurer un nombre égal d'enseignants et de membres du public au sein du comité d'enquête, du comité de discipline et du comité d'aptitude professionnelle ; une majorité de membres du public (nommés par le gouvernement) au sein du comité des finances, du comité de gouvernance et du comité des ressources humaines, et une majorité d'enseignants au sein du comité des normes d'exercice de la profession et d'éducation.

6. Modifier la durée du mandat de présidence du conseil et des comités, du mandat actuel de trois ans du conseil à celui d'un an, renouvelable.

7. Modifier le poste de présidence du conseil en passant d'un poste à temps plein à un poste à temps partiel et éliminer le poste de vice-président.

8. Le comité exécutif sera un comité plénier dont le mandat sera modifié et dont la façon que les séances se tiennent sera modifiée elle aussi.

En plus, parmi d'autres changements, le GSI propose que le nom de l'Ordre soit changé pour « Autorité réglementaire des enseignantes et des enseignants de l'Ontario » parce que le public est soi-disant « confus » en ce qui concerne le travail que l'Ordre accomplit.

### **La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et ses affiliés répondent aux changements**

La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) est un organisme statutaire établi par la *Loi sur la profession enseignante* en tant que l'association professionnelle du personnel enseignant de la province pour « promouvoir et favoriser la cause de l'éducation, promouvoir et favoriser les intérêts du personnel enseignant et garantir des conditions qui permettront d'offrir les meilleurs services professionnels ». À la fin de février 2019, dans un mémoire écrit présenté à l'Ordre, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et ses affiliés, qui ensemble représentent environ 236 635 enseignants, ont soulevé leurs préoccupations face aux changements proposés.[1]

La FEO débute son mémoire en faisant remarquer que le sondage effectué par Governance Solutions Inc. est basé sur un taux de réponses très faible de 255 sur 8000 enseignants et de 89 sur 15 775 membres du public sollicités. De plus, le GSI n'a pas inclus les enseignants et les groupes francophones dans son examen.

La FEO et ses affiliés mentionnent aussi que le GSI a mené son examen sous un angle d'affaires et que certaines de ses recommandations seraient plus appropriées dans le contexte des entreprises où peuvent exister des intérêts concurrentiels. Par contre, écrit la FEO, cette orientation ne s'applique pas à un organisme de gouvernance d'une profession où les intérêts concurrentiels n'existent pas, l'Ordre étant organisé pour réglementer la profession enseignante dans l'intérêt public.

La Fédération et ses affiliés déclarent aussi que, depuis sa fondation, l'élection du Conseil de l'Ordre a été démocratique et que le principe d'autoréglementation est une pratique établie : « Selon l'essence de l'autoréglementation professionnelle, les membres d'une profession donnée sont les mieux placés pour comprendre, conseiller, guider et juger leur profession », lit-on dans le mémoire. Les auteurs mentionnent diverses autres organisations professionnelles, telles l'Association dentaire de l'Ontario et le Barreau de l'Ontario, dans lesquelles la vaste majorité des personnes qui occupent des positions de gouvernance sont des membres de la profession.



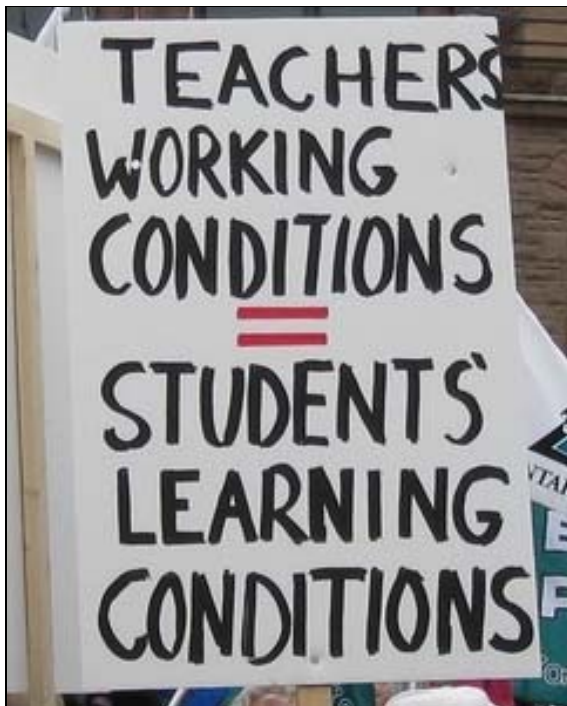
En ce qui concerne la notion que les élections au conseil, où présentement les enseignants sélectionnent puis élisent parmi leurs pairs ceux qui les représenteront au conseil, sont trop « politiques », la FEO réfute cette accusation en soulignant que les élections sont par nature quelque chose de « politique » et que les fédérations d'enseignants peuvent bien parrainer différents candidats pour siéger au Conseil de l'Ordre, mais il appartient aux membres de décider eux-mêmes qui vont les représenter. La FEO souligne que, depuis la fondation de l'Ordre, les élections au conseil ont été « un processus rigoureux et transparent » et que les élections au conseil devraient continuer à être décidées par les enseignants.

La FEO et ses affiliés écrivent qu'ils rejettent « fondamentalement toute proposition visant à éliminer l'actuelle majorité de membres de la profession qui siègent au conseil ». Ils soulignent également que même si le nombre total de membres du conseil est de 37 membres, il n'est pas excessif. Ils constatent qu'actuellement la proportion entre le nombre total d'enseignants par rapport au nombre total de membres du conseil s'établit à 6 396 : 1, contre 4 685 : 1 pour les comptables, 3 238 : 1 pour les ingénieurs, 956 : 1 pour les médecins, etc.. La réduction du nombre des membres du conseil à 14, tel que proposé, ne ferait qu'augmenter le ratio enseignants/représentation, ce qui rendrait le conseil moins effectif.

La recommandation de changer le nom de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario en « Autorité réglementaire des enseignantes et des enseignants de l'Ontario » est également remise en question. Il n'existe aucune base permettant d'affirmer que le terme « College » ( *en anglais, l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est appelé Ontario College of Teachers - note de FO*) est « source de confusion », souligne le mémoire de la FEO. Le mémoire mentionne que le rôle principal de l'Ordre, conformément à son mandat, est de réglementer la profession - agréer les enseignants, garantir et discipliner les membres qui ne respectent pas les normes de la profession. En outre, plusieurs professions telles que les médecins, les infirmières, les dentistes et d'autres utilisent elles aussi le terme « Ordre » pour désigner leurs organisations de gouvernance sans créer de confusion.

La FEO et ses affiliés s'opposent également à la suggestion de GSI selon laquelle le « comité de gouvernance et de mises en candidature » de l'Ordre, dont la majorité des membres ne feront pas partie de la profession enseignante, devrait choisir les enseignants membres du conseil afin qu'ils ne soient plus élus par leurs pairs, afin « d'éviter ou de donner l'impression, à tort ou à raison, qu'un petit groupe de membres de la profession, potentiellement hautement politisés, contrôle le processus de sélection, ce qui est actuellement le cas et doit changer afin de préserver l'autoréglementation de l'Ordre. » La FEO réitère que les représentants des enseignants au conseil

sont élus dans l'ensemble de l'Ontario par les enseignants au niveau local selon un processus rigoureux et transparent, et que cela devrait se poursuivre. Elle souligne que d'autres organismes professionnels autonomes en Ontario élisent également les membres de leur conseil de profession et que la préoccupation soulevée par GSI est sans fondement.



La FEO s'oppose également à la recommandation suivante de GSI : « L'Ordre mesurera directement la réduction des préjudices chez les élèves de l'Ontario ou adoptera un modèle de chaîne logique explicite pour relier les activités prioritaires stratégiques au résultat souhaité et rendra compte publiquement de ces résultats. »

Dans sa réponse, la FEO souligne que le mandat de l'Ordre « ne se rapporte pas vraiment à la protection des élèves. Cela dit, la réduction du risque est le produit d'une profession bien régie. Dans la mesure où l'Ordre s'acquitte de son rôle réglementaire (l'agrément, les normes et la discipline), de façon rigoureuse et transparente, mais judicieuse, il protège bien les élèves et agit dans l'intérêt public ».

Le mémoire de la FEO s'oppose également à la proposition visant à habilitier le comité exécutif à

agir en tant que comité plénier. Il note : « Compte tenu de nos objections précédentes aux changements fondamentaux dans la composition et la taille du conseil, nous ne croyons pas que le comité exécutif pourrait fonctionner efficacement comme comité plénier. Et, si nous comprenons pourquoi certaines questions, comme les enjeux liés aux ressources humaines, pourraient être mieux réglées en privé, par le comité exécutif, ou à huis clos, par le conseil, nous sommes fortement d'avis que les tentatives de régler encore plus d'affaires du conseil en privé ne semblent pas être dans l'intérêt public. »

La FEO et ses affiliés rejettent également l'affirmation de GSI selon laquelle le débat public et les discussions auxquels il faut s'attendre lors des réunions du conseil et auxquels participeraient des parties « axées sur la défense d'intérêts particuliers » ont créé une « culture de la peur » lors des réunions du conseil. Ils écrivent : « Nous nous attendrions à ce que les membres du conseil, qu'ils soient élus ou nommés, s'acquittent de leur rôle important en s'engageant ouvertement dans des discussions sur des questions de réglementation professionnelle, tout en reconnaissant que les membres de la même profession devraient y prendre activement intérêt. »

Les réponses de la FEO et de ses affiliés montrent que les enseignants ont raison d'exprimer leurs objections et leurs préoccupations au sujet de cet examen et de l'ordre du jour qu'il sous-tend. Cette décision du gouvernement Ford d'imposer des modifications à la structure de gouvernance de l'Ordre des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ne peut être perçue que comme une tentative pernicieuse d'empêcher encore plus les enseignants d'avoir leur mot à dire et de contrôler leur profession et, par extension, la formation qu'ils dispensent aux étudiants ontariens. Les enseignants et les autres travailleurs de l'éducation constituent une force politique puissante en Ontario et au Canada. Ils ont organisé leurs membres pour renverser le gouvernement néodémocrate de Bob Rae en 1995, les progressistes-conservateurs de Mike Harris en 2003 et les libéraux de McGuinty/Wynne dans le cadre de leurs efforts politiques pour affirmer leurs droits. Le même sort attend le gouvernement progressiste-conservateur de Doug Ford.

## Note

1. Les associations affiliées à la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario sont la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEEO), la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO), l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECTA) et l'Association des enseignantes et enseignants franco-ontariens (AEFO).

*(Sources : Pour parler profession, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, Gouvernement de l'Ontario)*



---

**NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL**

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Email: [forumouvrier@cpcml.ca](mailto:forumouvrier@cpcml.ca)**